



Cengiz Aktar

Le malaise turc

empreinte
— temps présent.

Contenu

1. [Titre](#)
2. [Copyright](#)
3. [Sommaire](#)
4. [Remerciements](#)
5. [Avant-propos](#)
6. [Entre la mitre et le turban](#)
7. [Le conquérant fasciné par le conquis](#)
8. [Face au cosmopolitisme oriental, la « pensée unique » occidentale](#)
9. [Occidentalisation volontaire et auto-imposée](#)
0. [« Nationisation » au forceps](#)
1. [Le grand crime de génocide, acte fondateur d'une République née handicapée](#)
2. [Ultime étape de la marche vers le couchant, l'Union européenne](#)
3. [Désoccidentalisation](#)
4. [Une puissance belligérante à l'extérieur comme à l'intérieur](#)
5. [En guise d'épilogue](#)
6. [Entretien avec Étienne Copeaux](#)
7. [Entretien avec Nilüfer Göle](#)
8. [Notes](#)

Cengiz Aktar

Le malaise turc

www.editions-empreinte.com

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Quant à la Basilique de Sainte-Sophie, son dôme servira de référence absolue pour la construction de mosquées en terre ottomane, à tel point que les architectes de nouvelles églises ne pouvaient plus s'en inspirer, et ce jusqu'à la fin du XIX^e.

Tel est le cas de la magnifique mosquée Fatih (le Conquérant) bâtie par l'architecte constantinopolitain Christodoulos immédiatement après la conquête et qui porte de ce fait le surnom de Mehmed II. L'édifice est au centre d'un complexe comprenant, entre autres, un hôpital dirigé par des savants juifs et une madrasa pour l'étude de la théologie, les mathématiques, le droit, la médecine, l'astronomie et la physique, fondée par l'astronome persan Ali Qushji, invité par Mehmed à sa cour.

Le cosmopolitisme impérial ottoman n'est certes pas unique pour son époque. Il a toutefois la particularité de vouloir épouser tous les savoirs, quelles que soient leurs origines religieuses ou ethniques, et surtout de les adopter sans complexe. Adopter l'Autre à travers les conversions, assimilations volontaires et s'adapter à l'Autre, l'Arabe, le Grec, le Juif, le Persan en adoptant son savoir-faire.

Cette prédisposition des élites ottomanes à composer avec l'Autre a des racines profondes dans l'art de gouverner qui leur est inculqué par les meilleurs maîtres de l'islam sunnite d'obédience soufie. La filière remonte à Ibn Arabî (1165-1240) et son relativisme religieux⁸, fidèlement repris dans l'enseignement du théosophe ottoman Hadj Bayram-ı Velî un siècle plus tard (1352-1430) et de son disciple Akşemsetdin (1389-1459) qui n'est autre qu'un des maîtres de Mehmed II !

Face au cosmopolitisme oriental, la « pensée unique » occidentale

Tandis que les Ottomans sont en train de bâtir un système hétérogène de gouvernance à l'est du continent européen, à l'ouest se dessine un mode de pensée exclusiviste qui s'évertue à rejeter tout ce qui est arabe, juif, musulman de l'épistémè occidental. En fait, la remise en cause de l'apport de la pensée arabo-judéo-musulmane aux Lumières commence assez tôt, avec Thomas d'Aquin⁹ par suite de sa charge fondamentale à l'encontre d'Averroès.

Ce que l'on pourrait définir comme les prémices du proto-orientalisme s'achèvent en terre latine, notamment à Venise suite à un débat initié au début du XVI^e siècle autour d'un texte de Pétrarque datant de 1368 *De sui ipsius et multorum ignorantia* (Sur ma propre ignorance et celle de beaucoup d'autres).

Pétrarque y rejette définitivement l'apport de la pensée arabo-musulmane de l'âge d'or, représenté par les scolastes aristotéliens tels al-Fârâbî, Avicenne, Averroès, entre autres. En fait, il rejette ce relais précieux de la transmission du savoir en Occident de la philosophie grecque, pourtant partie intégrante de la niche culturelle occidentale jusque-là. Cette filiation de pensée est, à partir de ce moment-là, reléguée au rayon de l'exotisme¹⁰.

La rupture est historique, décisive ; elle détermine vraisemblablement l'approche idéelle de l'Occident vis-à-vis de l'Orient encore aujourd'hui.

Occidentalisation volontaire et auto-imposée

Le rejet épistémique est associé à un rejet politico-militaire. L'Empire ottoman est considéré comme un corps étranger et combattu. Son reflux commence donc avec l'échec du siège de Vienne à la fin du XVII^e siècle et continue invariablement tout au long du XVIII^e siècle. Léthargique, l'Empire a atteint sa limite septentrionale, mais également son pouvoir d'attraction face aux poussées nationales ; son déclin s'avère inéluctable à la fin du XVIII^e siècle.

C'est à cette époque que Constantinople¹¹ dans un sursaut de survie, prend un tournant décisif et adopte les techniques considérées comme supérieures car victorieuses sur le champ de bataille, de son ennemi hégémonique, l'Occident. Ceci un siècle après le despote éclairé Pierre le Grand nommé « le Fou » en terre ottomane et à la même époque que le Japon de Meiji (gouvernement éclairé).

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Depuis quelques années et sous l'impulsion de la candidature à l'Union européenne, des initiatives émanant quasi-exclusivement de la société et ayant trait aux politiques de mémoire ont vu le jour. Alors qu'il devient de plus en plus difficile d'avancer pleinement dans ces politiques à cause de l'environnement liberticide actuel, on peut aisément affirmer que le djinn est désormais sorti de sa bouteille pour ne plus jamais y rentrer. La société, quoi qu'il arrive ne baissera pas les bras afin de découvrir la vérité, recouvrer ainsi sa mémoire et par-là, peut-être son âme¹⁹.

Ultime étape de la marche vers le couchant, l'Union européenne

On peut considérer la candidature de la Turquie à l'Union européenne comme l'ultime étape de la marche vers le couchant, mais aussi l'ultime « récompense » de l'occidentalisation subie par le peuple depuis deux siècles.

On pourrait également considérer celle-ci comme l'ultime épreuve de l'approche idéale en cours depuis la Renaissance en Occident vis-à-vis de l'Orient. Pour l'Occident il s'agissait en effet de savoir s'il pourrait composer avec cet Autre rejeté depuis, et accepter d'être sur un pied d'égalité avec celui-ci. Le défi était d'autant plus important que cet Autre signifie plus que la Turquie et comprend pêle-mêle tout ce que l'Occident considère comme étranger à son corps. La candidature de la Turquie à la structure politique la plus achevée de l'Occident a donc été un défi d'importance historique.

Passons en revue cette candidature, d'abord en Turquie. Démarrée en 1959, vieille de plus de soixante ans, la candidature a produit des résultats tangibles sur le plan politique, social et économique. Depuis 1999, lorsque la candidature de la Turquie a été relancée dans la foulée de l'élargissement vers l'est du continent, le pays a été métamorphosé tant les réformes – d'inspiration européenne, mais de facture turque – ont réussi. On aurait pu penser qu'à force d'occidentalisation la société aurait fini par en adopter les principes.

Ainsi l'ordre national et laïc *alla turca* du début de la République avait-t-il finalement appris à durer sans le patronage des militaires, grâce à l'Europe ? En s'initiant à la démocratie à travers la pédagogie de la candidature à l'Union, la Turquie a injecté une dose de pluralisme et de religion dans la sphère publique, aseptisée jusqu'alors par un nationalisme moniste et par un laïcisme aussi pur et dur que dépassé.

Pour ce qui est de la nation monolithique, l'acceptation lente, mais décisive de l'altérité identitaire des Kurdes a permis le retour du souvenir d'un passé pluriel sur la scène publique et politique. Et la brèche ainsi ouverte dans cette nation turque monochrome a permis le retour de mémoires refoulées des ethnies liquidées.

Pour ce qui est de la question kurde à proprement parler, des initiatives inouïes allant dans le sens de résolution pacifique du conflit ont vu le jour pour déplacer les lignes rouges du discours et de la pratique politiques en cours depuis la création de la République.

De même, le débat sur le voile islamique a-t-il été le vecteur de la « libération » de la religion, pouvant alors s'extraire de sa camisole laïcarde pour être finalement acceptée sur la place publique. Le modèle turc était même devenu une source d'inspiration, non seulement pour les autres sociétés musulmanes, mais aussi pour les sociétés abritant d'importantes minorités musulmanes. Sur le plan terminologique l'apparition dans les cercles académiques du terme « musulman-démocrate » n'a pas été un hasard, au vu du zèle pro-européen et réformiste de l'islam politique durant les premières années de son pouvoir.

Hélas le volontarisme pro-européen et réformiste amorcé dès 1999, et que l'islam politique a pris à son compte à son arrivée au pouvoir en 2002, n'a pas été estimé à sa juste valeur, ni pris en compte à temps par l'autre partie contractante, l'Europe.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Elle s'arme tous azimuts, cherche coûte que coûte à se doter d'une industrie d'armement pourtant largement tributaire de la technologie importée, entretient une force expéditionnaire, n'hésite guère à employer des mercenaires djihadistes appartenant à des groupes listés comme terroristes par l'ONU, devient par là-même le co-sponsor du djihadisme international avec le Qatar, établit des bases militaires dans ce pays et en Somalie, se trouve en guerre en Iraq, en Lybie et en Syrie avec son lot de morts, de blessés, de réfugiés et de déplacés, occupe la partie nord de Chypre et menace systématiquement la République de Chypre située dans la partie sud de l'île ainsi que la Grèce. En fait, elle maintient des relations plus ou moins orageuses avec la totalité de ses voisins terrestres ou maritimes à l'exception de la Géorgie. Sur le plan des alliances, comme évoqué plus haut, elle n'hésite pas à manquer à ses responsabilités au sein de l'OTAN pour flirter avec la Russie.

À titre d'exemple de sa désinvolture considérons la dernière offensive militaire des Forces armées turques (FAT) et de leurs mercenaires djihadistes en Syrie. Le 9 octobre 2019, ceux-ci lancent un assaut militaire contre les zones peuplées de Kurdes du nord de la Syrie. Les mercenaires sont principalement composés d'anciens membres de l'État islamique et d'Al-Qaïda, désormais baptisés « Armée nationale syrienne ». Ils sont payés par la Turquie et portent des uniformes spéciaux cocardés du drapeau turc et du drapeau rebelle syrien, fournis par les autorités turques. Ils vénèrent Erdoğan qu'ils considèrent comme une sorte de messie.

En quelques jours seulement, ces irréguliers commettent des crimes de guerre documentés contre des civils, des prisonniers de guerre et des dirigeants politiques non armés avec l'appui des FAT²⁹.

En fait, pour l'agresseur, le droit de la guerre ne s'applique pas car ce qui est mis en œuvre sur le terrain est une « opération antiterroriste » qui équivaut à une licence pour tuer pratiquement n'importe quel citoyen du Kurdistan syrien.

Le pays est unanime quant à la nécessité de l'éradication du terrorisme. Les autorités, les médias officiels et le public dans sa grande majorité applaudissent fièrement ces actes et soutiennent l'opération baptisée « Printemps de la Paix³⁰ ».

Une poignée de médias, moins de dix, font des reportages dans des conditions sévères avec beaucoup de retenue sinon d'autocensure. Il reste les médias sociaux, déjà sous stricte surveillance et qui viennent d'être bannis fin juillet 2020 avec une nouvelle loi liberticide.

En effet, il y a un black-out pour les nouvelles qui ne sont pas conformes à la ligne officielle décidée par les services d'information (et de propagande) de la présidence. Tous ceux qui contreviennent en critiquant l'agression militaire ou en parlant d'invasion sont passibles de poursuites judiciaires. Ainsi un millier de personnes ont été poursuivies ou arrêtées.

L'ultime objectif d'Ankara est d'imposer un contrôle total sur l'information et d'interdire tout reportage depuis la zone d'opération militaire comme dans les villes précédemment occupées d'al-Bab, Afrin et Azaz d'où aucun reportage indépendant n'a émergé depuis lors.

Adopter une posture nationale en supportant la guerre vaut également pour l'opposition. Pratiquement aucun politicien de l'opposition n'a osé défier la belligérance du régime, ce qui les rend complices. À son tour, cet alignement a terni tous les espoirs d'alternative politique et a, au contraire, consolidé le *raïs* et son ordre totalitaire.

Adopter une posture nationale, céder à Erdoğan et à sa guerre va aussi pour le public. Lorsque les autorités ont ordonné aux 90 000 mosquées du pays de chanter la sourate de la conquête du Coran, presque personne n'a tiqué dans le magma anti-Erdoğan. Ni lorsque le chef suprême a tweeté en arabe pour saluer l'armée du prophète Mohamed envahissant, en son nom, le nord-est de la Syrie pour combattre les forces kurdes, évidemment qualifiées d'ennemis de l'islam.

Le public turc dans sa grande majorité porte les cicatrices de génocides, de pogroms et de spoliations centenaires, ciblant les non-musulmans, les non-sunnites et les non-turcs. Sa mémoire a été soigneusement effacée par le récit officiel et sa libre parole s'est trouvée bâillonnée par l'omerta. Cette nation construite sur toutes ces ruines humaines a forcément des fondations très fragiles.

Et les Turcs ressentent inconsciemment cette fragilité et restent prédisposés à répondre à tout appel qui ravive leur instinct de survie face à tout danger, bien que factice, venant de l'étranger.

Le pendant de la belligérance extérieure est un état de guerre au sein du territoire national frappant de plein fouet tous ceux que le régime a qualifié aléatoirement de terroristes donc ennemis et auxquels ne s'applique même pas le droit de guerre, mais le « droit pénal de l'ennemi » théorisé par Günther Jakobs³¹.

Examinons de près cet état de guerre interne en Turquie. La République et son prédécesseur, l'Empire ottoman, ont toujours maintenu le droit de vie ou de mort sur leurs sujets et leurs citoyens. L'État les considère toujours comme lui appartenant ; il peut les garder en vie ou pas.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Vis-à-vis des Autres, la violence des origines (génocide, massacres, pogroms), le plus souvent impunie, engendrera d'autres violences tant que la Turquie ne fera pas face à son histoire en reconnaissant le génocide et en punissant les assassins et les massacreurs. Le pouvoir sait utiliser et manipuler Loups Gris et autres jeunes fanatisés au nom de la « vision nationale » (*millî görüş*), fascinés par le drapeau, par les héros mythiques d'Asie centrale, par le sang glorifié, par Dieu, ultra-violents dont la haine est canalisée dans ces « Forces spéciales » de la police et de la gendarmerie, qui tuent, assassinent, rackettent, pillent, violent, dans le Kurdistan turc et désormais le Kurdistan syrien. Ceux-là se veulent les « vrais-Turcs » et fers de lance de l'islam sunnite. Ils sont convaincus qu'ils sont, eux, l'âme de la Turquie et le pouvoir les en persuade. Ils prennent au mot le discours historique narcissique de supériorité et tous les slogans distillés par l'État dans les écoles, les casernes et les mosquées. Ils sont les instruments du gouvernement par la violence et la guerre, tentant d'écraser les Autres, et pourchassant toujours le fantôme des Arméniens car ils en ont peur. Ils sont l'âme damnée de la Turquie.

L'âme de la Turquie serait-elle le nationalisme, bien plus encore que la religion, qui après tout n'en est qu'une forme, dans ses manifestations les plus ostentatoires, comme la restitution de Sainte-Sophie au culte musulman ? »

Enfin la raison du malaise turc serait-elle inscrite dans le nationalisme des « Nous les Mêmes » ?

Il existe bien sûr un autre « nous », une communauté des citoyens, un « nous » revendicatif qui défie l'ordre nationaliste, celui qui refuse d'exclure les « citoyens turcs de nationalité étrangère ». Avec les Kurdes, mais pas seulement eux, ce sont tous ceux qui se disent non pas Turcs, mais « Turquiens » (*Türkiyeli*), c'est-à-dire citoyens de la Turquie, notion géographique, sans pour autant se reconnaître turcs, notion ethno-religieuse. La diffusion de ce vocable est emblématique de notre époque ; elle fait songer que certains problèmes auraient peut-être été aplanis si les fondateurs avaient appelé le pays tout simplement « Anatolie ». Mais, justement, ils ont voulu un « Foyer turc ».

Ces Turcs qui ne jouent pas le jeu du nationalisme sont actuellement discrets, ou en prison, ou en exil. Mais on les a vus au grand jour lors du mouvement dit de Gezi, sur la place de Taksim, à Istanbul, en juin 2013. Quelle fête, cette nouvelle Turquie ! Des millions de Turcs soudainement sont devenus des sujets se prenant en charge, refusant à la fois la communauté (nationale, religieuse) et le monde marchand, rejetant le pouvoir de l'AKP qui incarne tout cela à la fois.

Était-ce là la révélation de l'autre esprit de la Turquie ?

Il s'agissait, en tout cas, de la révélation au monde d'une population, pas seulement jeune, en tout cas décidée, qui porte sur ses épaules des décennies de répression féroce, et un siècle de honte et de silence.

D'Istanbul à Diyarbakır, la jeunesse turque est inventive, curieuse, talentueuse. Elle est avide de lectures, de théâtre, de musiques. Et surtout, cette jeunesse n'a pas peur. Elle est instruite par la génération précédente qui a mûri sous les coups et dans des prisons concentrationnaires, ou encore en exil, dans les années 1980, ou, auparavant, au cours des combats des étudiants ou des habitants des quartiers précaires (*gecekondu mahallesi*) chassés de l'Est par la misère ou la répression antikurde.

Le mouvement de Gezi/Taksim a été étouffé par la terrible vague répressive de 2016 et par la guerre contre les Kurdes – dite « contre le terrorisme », guerre qui est le vrai mode de gouvernement de la Turquie car elle prétend légitimer toute violence d'État. Mais cette jeunesse, qui peut-être, fait le dos rond actuellement, n'a pas dit son dernier mot.

Ainsi, parmi les centaines d'universitaires qui ont signé, début 2016, un manifeste pour la paix intitulé sans ambages « Nous ne serons pas complices de ce crime », une majorité de jeunes savaient pertinemment qu'ils risquaient la prison, qu'ils seraient en tout cas évincés de leur poste et qu'ils devaient dire adieu à leurs ambitions. Mais aucun n'a plié devant le pouvoir. La jeunesse répond à ce mot : *inat*, le défi, et refuse le *biat*, la prosternation. Elle refuse la discrimination, les distinctions communautaires et ethniques. Elle est *Türkiyeli*.

Elle est l'âme de la Turquie.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

15. Le bektachisme est un credo que l'on pourrait appeler « libéral » de l'islam, qui ne peut être classé ni sous le sunnisme ni sous le shiisme, à proprement parler. Ses adeptes sont organisés en confréries qui ont été influents dans les corporations (*ahîlik*) et chez les janissaires. Le pouvoir central s'appuyait sur les Bektachis pour atténuer les tensions entre diverses sectes et pour contrebalancer l'omnipotence de l'islam officiel. De même, les derviches bektachi précédaient les campagnes de conquête dans les Balkans avec pour mission de se fondre dans la population et d'exposer un islam tolérant et ouvert. Avec l'annihilation des janissaires, l'ordre bektachi et son impact régulateur disparaissent du centre de l'État.

16. Cf. Aktar Cengiz, *L'Occidentalisation de la Turquie*, L'Harmattan, 1986 ; Işıksel Güneş et Szurek Emmanuel (dir.), *Turcs et Français Une Histoire culturelle (1860-1960)*, PUR, 2014.

17. *Du Contrat Social*, Livre II, Ch. VIII, p. 386, Bibliothèque de la Pléiade.

18. Akçam Taner, *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Denoël, 2008.

19. On peut consulter notre *Appel au Pardon, Des Turcs s'adressent aux Arméniens*, CNRS-Éditions, 2010 ainsi que notre « Le pardon comme catalyseur de politiques de mémoire » in Laroche G. et de Raymond J-F. (dir.), *La Repentance, Le retour du pardon dans l'espace public*, Les Éditions du Cerf, 2014.

20. Pour une approche sociologique du phénomène cf. Nilüfer Göle, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi » *La nouvelle revue des sciences sociales*, 2014 <https://journals.openedition.org/socio/727> ainsi que l'entretien avec l'auteure à la fin de l'ouvrage.

21. Voici comment je réagissais à chaud au coup d'état dans les colonnes du *Monde* daté du 18 juillet 2016, repris par Voxeurop <https://voxeurop.eu/fr/les-putchistes-ont-offert-a-erdogan-le-regime-dont-il-reve/>

22. Un récent pamphlet *Je ne reverrai plus le monde* de l'écrivain Ahmet Altan (Actes Sud, 2019) est exemplaire pour décrire le caractère aléatoire du régime en place.

23. En voici quelques-uns :

* Classement mondial de la liberté de la presse 2020 154^e sur 180 pays <https://rsf.org/fr/classement>

* Indice sur l'État de droit 2019 109^e sur 126 pays <https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/ROI-2019-Reduced.pdf>

* Étude sur les libertés fondamentales de Freedom House 2020 la Turquie est classée comme non-libre <https://freedomhouse.org/country/turkey/freedom-world/2020>

24. Selon la Fondation *Umut* qui lutte contre l'armement individuel, www.umut.org.tr

25. Pour un compte-rendu fort documenté de ce qu'il faut bien appeler la destruction en règle de la Ville *cf. Méga Istanbul Traversées en lisières urbaines* de Morvan Yoann et Logie Sinan, Le Cavalier Bleu, 2019.

26. Pour un compte-rendu compréhensif *cf.* Pelin Cengiz, « Turquie. Quand un barrage menace le patrimoine de l'humanité » *in* ORIENT XXI, 2016 <https://orientxxi.info/magazine/turquie-quand-un-barrage-menace-le-patrimoine-de-l-humanite,1545>

27. Insel Ahmet, *La nouvelle Turquie d'Erdogan*, La Découverte, 2017.

28. <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/07/GPI-2019web.pdf>

29. Les exactions commises par les forces d'occupation et les mercenaires au solde de la Turquie ont été largement documentées par Amnesty International et Human Rights Watch dans leur rapport ainsi que dans les dépêches du *Syrian Observatory for Human Rights*.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/syria-damning-evidence-of-war-crimes-and-other-violations-by-turkish-forces-and-their-allies/>

<https://www.hrw.org/news/2019/11/27/syria-civilians-abused-safe-zones>

Sur les exactions à Afrin on peut se reporter à Khayrallah Al-Hilu « *Afrin under Turkish control : political, economic and social transformations* » in *European University Institute Research Repository*, 2019/10.

30. Il s'agit de la troisième opération en Syrie, la première, en août 2016, était baptisée Bouclier d'Euphrate et la seconde, en janvier 2018, Branche d'Olivier, tout aussi absurde et insultante que Printemps de la Paix.

31. « Aux limites de l'orientation du droit : le droit pénal de l'ennemi » in *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2009/7.

32. La Turquie est classée première en Europe et troisième dans le monde pour les accidents de travail mortels, largement dus aux conditions très aléatoires de sécurité sur le lieu de travail.

33. Stéphane Yerasimos, « Quel bonheur de se nommer turc », in Yerasimos S. (dir.), *Les Turcs*, Paris, Autrement, 1994, pp. 16-54.

34. À cette époque paraissait le livre d'Yves Ternon et Gérard Chaliand qui a joué un grand rôle dans la redécouverte du génocide par le public : *1915, Le génocide des Arméniens*, Complexe, 1981.

35. Le sculpteur est l'Autrichien Heinrich Kippel, au service de la Turquie de 1925 à 1938. Il est également l'auteur des statues d'Atatürk à Sarayburnu (Istanbul) et Ankara, et a participé au monument de la République de la place de Taksim à Istanbul.
36. Copeaux Étienne, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, CNRS-Éditions, 1997.
37. Copeaux Étienne et Mauss-Copeaux Claire, *Taksim ! Chypre divisée 1955-2004*, Aedelsa, 2005.
38. Inan Afet, *L'Anatolie, le pays de la « race » turque. Recherches sur les caractères anthropologiques des populations de la Turquie (enquête sur 64 000 individus)* Préface d'Eugène Pittard, Georg & Cie, 1941.
39. Dumont Paul, *Mustafa Kemal, 1919-1924*, Éditions Complexe, 1983, p. 156.
40. Göle Nilüfer, *Musulmanes et modernes, Voile et civilisation en Turquie*, La Découverte/Poche, 2003.
41. Çetin Fethiye, *Le livre de ma grande mère*, Éditions de l'Aube, 2006.